

PAR COURRIEL

21 mars 2017

Madame Sylvie Liechtele
Présidente
Syndicat des enseignantes et enseignants du
Programme francophone

Courriel : sylvieliechtele@gmail.com

Madame la Présidente,

J'accuse réception de votre lettre en date du 20 février 2017, ayant pour objet la communication libre entre les membres de la communauté francophone, les enseignantes et les enseignants et les conseillers scolaires élus au CSF.

Le Conseil scolaire francophone diffère, de par son mandat, dans son rôle, dans son fonctionnement et dans son organisation des autres conseils scolaires de la Colombie-Britannique. Tout comme les enseignantes et les enseignants du CSF ne peuvent être comparés à ceux des conseils scolaires anglophones, le Conseil scolaire francophone est unique.

Toutefois, comme les autres conseils scolaires, le CSF répond aux exigences de la Loi scolaire de la province, ainsi qu'aux politiques qui en émanent. Ainsi, pour répondre à vos questions, je me permets de vous référer à la politique P-303 Rôles et responsabilités du conseil d'administration et des conseillers et conseillères scolaires du CSF (adoptée le 27 juillet 1996, dernière révision le 25 juin 2016) et plus particulièrement à l'article 1 « énoncé de la politique », ainsi qu'aux articles 2.1 et 2.3 rôles et responsabilités des conseillers et conseillères scolaires. De plus, je vous recommande le code de déontologie des conseillères et conseillers du programme francophone, article 6 et 14.

Je désire également mentionner que le CSF met à la disposition de l'ensemble de la communauté et des enseignantes et enseignants que vous représentez, des processus de consultation diverses comme, sans s'y limiter, le comité-conseil du conseil d'administration, les séances publiques des réunions du conseil d'administration, les groupes de travail, les comités des partenaires, où sont parfois invités des élus, des consultations à grande échelle (Thought Exchange) ainsi que de nombreuses rencontres ad hoc, répondant à une structure encourageant la collaboration et le respect.

Je peux vous assurer que tous les conseillers scolaires ont à cœur les intérêts des communautés francophones qu'ils représentent. Quatre (4) d'entre eux accomplissent actuellement un second

mandat et un des élus y est depuis la création du CSF. Par conséquent, ils semblent répondre aux attentes de celles et de ceux qui les ont élus. J'abonde dans votre sens au sujet de l'impact négatif qu'une information filtrée et contrôlée ainsi qu'une prise de décision dogmatique peuvent avoir au sein de toute organisation. Mais je peux vous rassurer que la structure du Conseil scolaire francophone évite de tels dangers.

J'espère avoir pu répondre à vos inquiétudes et je vous encourage à continuer à communiquer avec moi directement dans votre rôle en tant que présidente du syndicat des enseignantes et enseignants du programme francophone et au nom de tous ses membres. Je me permets de vous indiquer amicalement afin d'éviter toute perte de correspondance que mon nom est Marie-France Lapierre.

Demeurant à votre disposition, je vous prie d'agréer, madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, reading 'M. Lapierre', is displayed on a light gray rectangular background.

Marie-France Lapierre
Présidente